



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...*

• (Page 07)

**Malaisie**

**Augmentation des exportations d'huile de palme vers la Chine**  
*La Malaisie, l'un des premiers producteurs mondiaux, va augmenter ses exportations d'huile de palme vers la Chine, de 500'000 tonnes par an dans un ...*

• (Page 08)

**Transport aérien**

**Air France-KLM passe une commande géante de 50 Airbus A350**

*Air France-KLM a tranché : selon nos informations, le groupe est ...*

• (Page 08)

**Développement durable & résilience du système alimentaire**

• (Page 03)

# La Banque mondiale accorde 170 millions USD au Togo



**Togo / Décentralisation**

• (Page 04)

# L'ANFCT pour former les collectivités territoriales



**Financement et investissement**

**BOAD et APSGI s'accordent pour une collaboration**

*La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Association Professionnelle ...*

• (Page 02)

**CETEF**

**AGL soutient la 18ème Foire Internationale de Lomé**

*AGL (Africa Global Logistics), le leader de la logistique multimodale en Afrique, annonce fièrement son engagement à soutenir la ...*

• (Pages 04)

**Entreprise**

**CFAO Technology & Energy devient CFAO Infrastructure**

*Le groupe CFAO, dans sa mission With Africa For Africa, poursuit son ambition de devenir un partenaire ...*

• (Page 06)

**Togo / Education**

**Des tablettes pour soutenir la digitalisation en milieu scolaire**

*L'amphithéâtre du lycée scientifique de Lomé a servi de cadre, le vendredi 22 septembre ...*

• (Page 11)

26  
28

Septembre 2023

HÔTEL 2  
FÉVRIER,  
LOMÉ - TOGO



**MARITIM AFRICA WEEK TOGO 2023**

Mettre l'économie Bleue au service du développement de l'Afrique

Exposition | Conférence | Séminaire  
Visites découvertes | Rencontres B to B



Port Autonome de Lomé



SEGUCE TOGO

Suivez l'événement au jour le jour en ligne sur

[www.maritimafricaweek.com](http://www.maritimafricaweek.com)

in f t Maritimafrica

▶ Maritimafrica TV

## Financement et investissement

## La BOAD et l'APSGI s'accordent pour une collaboration

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et l'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (APSGI) ont signé à Lomé, le 14 septembre 2023, un protocole d'accord de collaboration, en vue de mettre en œuvre des synergies devant soutenir la redynamisation de leurs activités de financement et d'investissement, et de capter les opportunités offertes par la Finance Verte.

● Junior Aredola

Dans le cadre du renforcement de sa capacité de financement, de ses interventions et du renforcement de la résilience de la zone UEMOA face aux changements climatiques, la BOAD a conclu un partenariat avec l'APSGI afin de : i) identifier, préparer et évaluer des projets, ii) structurer conjointement des financements, iii) développer des offres conjointes de conseil financier iv) partager des compétences et de bonnes pratiques et v) promouvoir des projets visant à lutter contre le changement climatique. La cérémonie de signature de l'accord de collaboration s'est tenue le mercredi 13 septembre, au Noom Hôtel d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et a vu la participation importante des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation de Côte d'Ivoire et de l'ensemble des pays de la zone UEMOA. Ce partenariat apporte une réponse formelle aux besoins en investissements de plus en plus croissants de la sous-région, et entend saisir les opportunités qu'offre la Finance Verte. En alignement avec son plan stratégique DJOLIBA, la BOAD souhaite, en effet, apporter des réponses innovantes et mieux adaptées aux problématiques du développement durable et inclusif, par la mise en place de mécanismes d'investisse-



ment et de financement. La BOAD et l'APSGI entendent définir, ainsi, et animer ensemble un cadre de partage et d'échanges, qui vise à intégrer les opportunités générées par les changements climatiques.

#### A propos de la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Elle a été créée par Accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Par traité de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) signé le 10 janvier 1994 et entré en vigueur le 1er août 1994, la BOAD est une institution spécialisée et autonome de l'Union. Elle concourt en toute indépendance à la réalisation des objectifs de l'UEMOA, sans préjudice des objectifs, qui

lui sont assignés par le traité de l'UMOA. La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses Statuts, de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

#### A propos de l'APSGI

L'Association Professionnelle des Sociétés de Gestion et d'Intermédiation de l'UEMOA (APSGI-UEMOA), créée le 3 décembre 1998, est l'organe de représentation des SGI des huit (8) pays de l'UEMOA. Elle comprend actuellement trente-cinq (35) Sociétés de Gestion et d'Intermédiation (SGI). Les SGI participent au financement des économies de l'UEMOA. Elles interviennent en qualité de conseil auprès des états et des privés dans les opérations financières. Notamment, les levées de fonds, les restructurations etc. En outre, les SGI sont les acteurs majeurs du Marché Financier Régional.

## AUX DECIDEURS...

## Union Africaine et G20

L'adhésion donnera à l'Afrique plus de poids sur les questions mondiales – si elle parle d'une seule voix

Après sept années de plaidoyer en faveur d'une adhésion à part entière, l'Union africaine (UA) rejoindra le Groupe des 20 « économies industrialisées et en développement les plus importantes ». Il s'agit du deuxième bloc régional à rejoindre le groupe après l'Union européenne (UE) à 27 membres.

Le G20 a été créé après la crise financière asiatique de 1999 en tant que groupe informel de ministres des Finances et de gouverneurs de banques centrales. Il est issu du G7, formé en 1975 pour faire face à une autre crise financière et économique mondiale complexe.

Depuis 2008, le G20 se réunit au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Son programme a été élargi au-delà de la finance et de l'économie pour inclure, entre autres questions, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la santé.

Le G20 est actuellement composé de 19 États membres (dont l'Afrique du Sud) plus l'UE. Ces membres représentent collectivement environ 85 % de la production économique mondiale, plus de 75 % du commerce mondial et environ les deux tiers de la population mondiale. En revanche, les 55 États membres de l'UA ne représentent qu'environ 3 % de la production économique mondiale, mais représentent une population de 1,4 milliard d'habitants.

Sur la base de mes recherches sur l'UA et de mon expérience en tant que conseiller auprès de la Commission de l'Union africaine (le secrétariat de l'UA) pendant 18 ans, mon point de vue est que l'adhésion au G20 est un complément important aux partenariats stratégiques multilatéraux et bilatéraux existants de l'Union.

L'UA espère utiliser son adhésion au G20 pour donner aux États membres une plus grande voix sur les questions mondiales clés et pour apporter une contribution plus forte à la renégociation en cours de l'ordre mondial. Mais un défi majeur sera de trouver une manière structurée de parvenir à des positions africaines communes et de parler au nom des États membres.

Dans un nombre limité de domaines politiques, l'UA a réussi à élaborer ce qu'elle appelle des « positions communes ». Celles-ci ont été créées et légitimées de différentes manières et ont un effet juridiquement contraignant pour l'essentiel diffus sur les États membres.

La Commission de l'Union africaine a besoin d'une définition claire de ce que sont les « positions communes » et de la manière dont elles peuvent être mises en œuvre politiquement et juridiquement domestiquées par les États membres.

Pour développer des positions plus communes, les 55 États membres de l'UA devraient déléguer davantage de souveraineté étatique à l'union. Il y a quelques leçons à tirer de l'expérience de l'UE. L'UE a élaboré plus de 300 positions communes. Celles-ci ont été adoptées par le Conseil de l'UE et approuvées par le Parlement européen. Dans ces cas-là, les États membres de l'Union ont cédé leur véritable souveraineté à la Commission européenne.

L'adhésion au G20 représente une grande opportunité. Mais les efforts de l'Afrique pour parler d'une seule voix doivent être renforcés. Et des processus de coordination doivent être créés, entre autres, au niveau des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales. Cela garantira que l'UA tire parti de son appartenance à une plateforme mondiale de négociation et de prise de décision.

Midas Tigossou

## Image du jour

Ne perdez jamais de vue votre objectif :  
**LA RÉUSSITE.**  
**FRUCTUEUSE**  
**ANNÉE SCOLAIRE**  
**à tous les apprenants**

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Ministère du Développement et de la Base,  
de la Jeunesse et des Émotions et du Sport

00228 22 61 07 40 00228 90 65 39 39  
www.devbase.gouv.tg

f o x in

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Développement durable & résilience du système alimentaire

# La Banque mondiale accorde 170 millions USD au Togo

Deux conventions de financement d'un montant total de 170 millions de dollars américains, ont fait l'objet de signature, mardi 26 septembre 2023 à Lomé, entre Sani Yaya, ministre de l'économie et des finances du Togo et Fily Sissoko, Représentant résident de la Banque mondiale au Togo.

• Joël Yanlo

Le premier accord est un financement à des conditions extra-concessionnelles de 150 millions de dollars soit 93 milliards de francs CFA sous forme d'appui budgétaire accordé par l'Association Internationale de Développement (IDA) donc la Banque Mondiale pour soutenir le Programme d'Appui au financement de politique de développement durable et inclusif du Togo, Le deuxième accord de financement porte sur un montant de 20 millions de dollars soit 12,4 milliards de francs CFA pour un financement additionnel concernant la phase 1 du programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest. « Ces accords que nous venons de signer traduisent, une fois de plus, s'il en était encore besoin, l'excellence des relations de coopération entre le groupe de la Banque mondiale et la République Togolaise, notre pays », a déclaré Sani Yaya. Depuis une dizaine d'années, le Togo, malgré le triple choc, sanitaire, inflationniste et sécuritaire, garde le cap, grâce à l'engagement politique du Chef de l'Etat, de l'ensemble du gouvernement, aux réformes courageuses et à la résilience de l'économie togolaise. Avec l'accord de financement de la Banque mondiale qui porte sur 93 milliards de Francs CFA le Togo poursuivra la mise en œuvre du programme d'Appui au financement de politique de dévelop-

pement durable et inclusif qui s'inscrit pleinement dans la vision de la Feuille de Route Gouvernementale Togo 2025, qui aspire à construire « un Togo en Paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable ».

### Agriculture, moteur de croissance

Le programme d'appui budgétaire est structuré autour de trois piliers concrets, en cohérence avec les objectifs de développement et l'ambition du Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE, de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030. Le pilier 1, qui consiste à promouvoir l'agriculture durable, l'électricité rurale et l'atténuation du changement climatique, vise à faire de l'agriculture un moteur de croissance et de création d'emplois ; atteindre l'accès universel à l'électricité et accélérer la transition vers une économie plus résiliente aux changements climatiques. Les réformes engagées dans ce cadre ont contribué à augmenter le rendement des cultures et l'accès aux terres agricoles pour les femmes dans les Zones d'Aménagement Agricole Planifiées (ZAAP), à améliorer l'accès à l'électricité pour les populations rurales, à accroître la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité et à attirer de nouveaux investissements dans des projets d'adaptation et d'atténuation du

changement climatique.

### Renforcer le capital humain

Le pilier 2, dont l'objectif est de renforcer le capital humain et la résilience aux chocs, s'aligne sur l'ambition du Gouvernement d'améliorer l'accès aux services publics pour tous avec un accent particulier sur l'amélioration de la qualité de la protection sociale, de l'éducation et de l'égalité des sexes. Les réformes mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre à cet effet, ont permis d'élargir la couverture des programmes de protection sociale, d'assurer une meilleure adéquation entre la répartition des enseignants et le nombre d'étudiants par école, d'améliorer l'alphabétisation des élèves dans les zones mal desservies et l'accompagnement des victimes



de violences basées sur le genre.

### Soutenir la mobilisation des recettes

Le pilier 3, qui ambitionne de créer l'espace budgétaire nécessaire pour les dépenses prioritaires, appuie l'objectif du Gouvernement d'assurer la viabilité budgétaire et d'améliorer les services publics.

Les réformes de ce pilier permettront de soutenir la mobilisation des recettes par la rationalisation des dépenses fiscales et de prévoir l'évaluation systématique des risques de crédits associés aux garanties publiques et prêts rétrocedés. Aujourd'hui le portefeuille de la Banque Mondiale au Togo comporte 16 projets et programmes nationaux et régionaux, pour un montant total d'environ 984 millions de dollars dans de nombreux secteurs dont l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale et les télécommunications. « A travers cet accord le Togo continue de mettre la priorité sur la mobilisation de ressources externes et internes, les ressources externes essentiellement concessionnelles, et de préserver par-dessus toute la soutenabilité de sa dette, conformément aux objectifs fixés dans sa stratégie de dette à moyen terme (SDMT). Concernant les finances publiques, le Gouverne-

ment reste déterminé à créer l'espace budgétaire en dépit des défis liés aux chocs de ces dernières années que j'ai souligné plus haut. A cet égard, des efforts de consolidation sont en cours pour ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 2025 », a laissé entendre le ministre Sani Yaya pour qui, toutes ces réformes visent à améliorer de façon permanente et continue, le cadre macroéconomique du pays en renforçant l'inclusion sociale et la résilience face aux chocs. Le deuxième accord, un financement additionnel, concerne la phase 1 du programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'ouest. Il s'agit donc d'un programme régional dont les composantes sont, le renforcement du système d'information et de suivi sur la sécurité alimentaire et nutritionnel, la fourniture aux ménages de races de bétails améliorés, le renforcement de la santé animale, l'utilisation d'intrants agricoles.



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur						Sénegal				Etats-Unis			
	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)								
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8	5,0		2,7		2,7		2,7	
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6	4,0		Malaisie					

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Togo / Décentralisation

# L'ANFCT pour former les collectivités territoriales

L'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT) démarre officiellement ses activités, lundi 25 septembre à Blitta, à la faveur d'un séminaire inaugural.

● Vivien Atakpabem

Les travaux, présidés par le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, le Colonel Hodabalo Awaté, ont réuni les 117 maires du Togo et leurs adjoints, les Secrétaires généraux des mairies, et des directeurs centraux. De source officielle, l'objectif, en dehors du lancement de la nouvelle entité, était d'entretenir les élus, avec le concours de la coopération allemande, sur les fondamentaux des collectivités territoriales comme les compétences, les finances et la fiscalité, ou encore la modernisation de l'état civil. « Nous allons approfondir le processus de décentralisation au Togo, et contribuer non seulement à soutenir la performance des collectivités territoriales mais aussi à communiquer une véritable culture de l'action publique au plan local », a expliqué le directeur général de l'ANFCT, Komi Dodzi. Les participants ont été entretenus sur les fondamentaux des collectivités territoriales. Les élus



locaux ont suivi quatre communications sur « Les rénovations du cadre juridique et institutionnel et les compétences » ; « Les finances des collectivités territoriales » ; « La fiscalité locale : état des lieux et perspectives » ; et « La modernisation de l'état civil au Togo ». Ces modules sont développés par les cadres du ministère concerné et celui de l'Economie et des finances, rapporte l'Agence togolaise de presse (ATOP). Dans ses propos, le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Col. Hodabalo Awaté a indiqué que la formation des acteurs de la gouver-

nance locale constitue un déterminant majeur de l'approfondissement du succès et des résultats attendus de ce choix d'organisation et de gestion du territoire national. Quant au préfet de Blitta, Batossa Boukari, il dira que la création de l'ANFCT vient affirmer, encore une fois, la bonne foi du président de la République qui affiche au grand jour sa volonté en faveur d'un élan démocratique exprimée dans le contexte de décentralisation et du développement des territoires. Il a promis, au nom de ses collègues de la région Centrale, travailler main dans la main avec les élus locaux pour la réussite de ladite agence. Il est à noter que le séminaire est organisé par le ministère, avec l'appui de la GIZ, à travers la 4e phase de son Programme décentralisation et gouvernance (ProDeG IV). L'agence est basée à Blitta, dans la Région Centrale.



CETEF

# AGL soutient la 18ème Foire Internationale de Lomé

AGL (Africa Global Logistics), le leader de la logistique multimodale en Afrique, annonce fièrement son engagement à soutenir la 18ème Foire Internationale de Lomé (FIL). Sous la direction éclairée de son PDG, M. Charles Gafan, cette collaboration promet de renforcer l'efficacité des opérations portuaires, logistiques, maritimes et ferroviaires, contribuant ainsi à la prospérité du commerce en Afrique de l'Ouest. La Foire Internationale de Lomé s'annonce comme une vitrine incontournable pour les opportunités économiques dans la région.



## Projet d'extension du réseau électrique de Lomé

# Mila Aziablé en visite de chantier

Au Togo, la ministre déléguée chargée de l'énergie et des mines, Mila Aziablé, a visité les chantiers du Projet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL), à Djagblé (banlieue nord de Lomé), le mercredi 20 septembre 2023. Objectif : évaluer l'avancée et l'exécution des travaux du projet.

Cette descente de terrain, à l'issue de laquelle l'officielle a constaté la bonne évolution des travaux, est en ligne avec le suivi de la mise en œuvre de ce projet, et en cohérence avec l'ambition gouvernementale d'assurer l'accès universel à l'électricité à l'horizon 2030. « Nous allons poursuivre le suivi de sa bonne exécution (du projet, NDLR) dans tous

les cantons bénéficiaires ! », a déclaré la ministre. Avec ce projet lancé en 2018, l'exécutif togolais envisage de réaliser l'extension de 1.800 km de réseaux électriques basse tension, pour raccorder un peu plus de 200.000 nouveaux ménages dans 17 communes dans le périmètre du Grand Lomé. A terme, ce chantier va contribuer à améliorer la qualité de l'énergie

distribuée, surtout dans les zones péri-urbaines, et à réduire les "toiles d'araignée" (installations de lignes non déclarées). Le projet est financé par l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne et la KfW (la banque allemande de développement) à hauteur de 47,8 millions d'euros, soit plus de 30 milliards FCFA.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Principaux pays partenaires du Togo	
<b>Principaux clients (% des exportations)</b>	<b>2020</b>
Burkina Faso	13,8
Mali	13,0
Bénin	10,0
Niger	8,5
Ghana	8,1
Inde	7,5
Côte d'Ivoire	6,4
<b>Principaux fournisseurs (% des importations)</b>	<b>2020</b>
Chine	20,3
France	8,6
Inde	7,5
Ghana	5,6
Japon	4,3
Nigéria	3,6
Allemagne	3,5

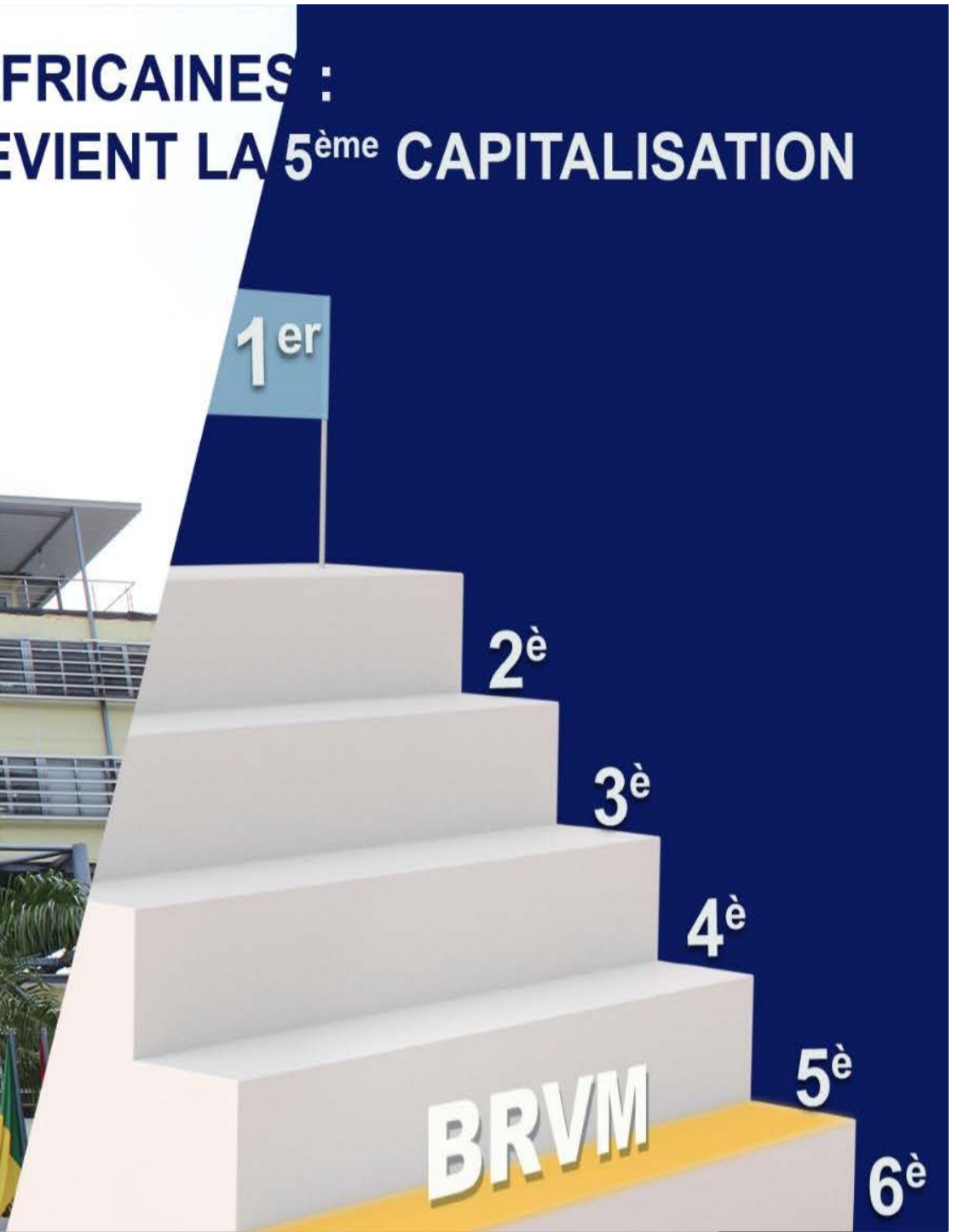
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-822	-502	-626	596	n/a
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Exportations de services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451



# BOURSES AFRICAINES : LA BRVM DEVIENT LA 5<sup>ème</sup> CAPITALISATION



## BOURSES AFRICAINES

5<sup>ème</sup>

LA BRVM DEVIENT LA  
5<sup>ème</sup>

5

CAPITALISATION

## Entreprise

## CFAO Technology &amp; Energy devient CFAO Infrastructure

Le groupe CFAO, dans sa mission With Africa For Africa, poursuit son ambition de devenir un partenaire incontournable en Afrique pour des prestations d'énergies renouvelables.

● Wilson Lawson

Pour accélérer ce développement et proposer les meilleures prestations, CFAO Technology & Energy devient CFAO Infrastructure. Pour accompagner cette évolution CFAO Infrastructure se concentre désormais sur les énergies renouvelables, les infrastructures durables et les solutions de facility management. Cette nouvelle stratégie marque la volonté de CFAO Infrastructure de contribuer au développement des énergies renouvelables en Afrique. Désormais, toutes les filiales au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo porteront cette nouvelle marque commerciale : CFAO Infrastructure. « Nous sommes convaincus



que l'avenir des économies africaines passe par l'adoption de solutions innovantes en matière d'énergies renouvelables et de services à l'énergie. En devenant CFAO Infrastructure, notre objectif est de jouer un rôle de premier plan dans ce mouvement et de contribuer activement à une meilleure performance opérationnelle et climatique de nos clients sur le continent », déclare Tatsuya HIRATA, Vice-Président de CFAO et directeur général de l'activité Infrastructure du Groupe. Avec un chiffre d'affaires de 7,9 milliards d'euros,

un accès à 46 des 54 pays d'Afrique et plus de 22 600 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur –importation, production, distribution– selon les meilleurs standards internationaux.

## Côte d'Ivoire

## 3,4 millions USD d'IFC pour la plateforme de commerce électronique ANKA

IFC a annoncé une prise de participation de 3,4 millions de dollars dans la principale plateforme africaine de commerce électronique ANKA.

● Nicole Esso

Le financement permettra à ANKA, une plateforme de vente en ligne pour les créateurs et commerçants africains, d'étendre ses opérations et d'intégrer environ 100 000 artisans supplémentaires de toute l'Afrique d'ici 2030. ANKA propose une plateforme en ligne unique pour les artistes africains, y compris ceux qui fabriquent et vendent des vêtements, des bijoux et des accessoires, les aidant à se connecter à de nouveaux marchés en facilitant les ventes, l'expédition et le traitement des paiements. La plateforme est utilisée par plus de 22 000 vendeurs, principalement en Afrique et plusieurs en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Europe. Les produits des vendeurs peuvent être achetés sur la place de marché en ligne Afrikrea, alimentée par ANKA. « Nous sommes ravis de nous associer à IFC, en particulier à ce stade de notre histoire de croissance. Après avoir enregistré une croissance importante depuis 2021, nous sommes désormais en ligne pour la prochaine étape de notre voyage. Cet investissement soutiendra notre effort d'expansion alors que nous continuons à connecter les entrepreneurs créatifs africains au marché mondial »,



a déclaré Moulaye Tabouré, PDG d'ANKA. « Il est crucial d'autonomiser les artisans africains, en particulier les femmes, et de les aider à accéder à des marchés plus larges pour relever la barre de l'inclusion économique et stimuler une croissance durable », a déclaré Makhtar Diop, directeur général d'IFC. « La stratégie d'ANKA consistant à connecter les créateurs de mode artisanaux et les commerçants aux marchés mondiaux s'aligne sur notre vision de soutenir l'industrie créative africaine pour débloquent de nouvelles opportunités de croissance inclusive. » En plus du financement, IFC aidera ANKA à offrir des connaissances financières et d'autres formations aux commerçantes sur la plateforme afin de renforcer leurs activités. IFC fournira également un soutien consultatif directement à ANKA pour aider l'entreprise à améliorer son cadre de gouvernance d'entreprise. Selon les données des enquêtes auprès des entreprises de la Banque mondiale, les entrepre-

neurs créatifs africains sont confrontés à d'importantes difficultés pour accéder aux marchés mondiaux, puisque seulement 12 % des petites entreprises exportent directement leurs produits. Pendant ce temps, le marché africain du commerce électronique de produits créatifs représente moins de 10 pour cent de son marché de détail global. Cependant, selon le récent rapport de l'IFC sur les femmes et le commerce électronique en Afrique, le marché du commerce électronique en Afrique pourrait croître de plus de 14,5 milliards de dollars entre 2025 et 2030, avec le potentiel de stimuler le secteur créatif africain, de soutenir les micro-entrepreneurs et de créer des emplois. Comblent les écarts de revenus entre les hommes et les femmes sur les plateformes de commerce électronique pourrait ajouter près de 15 milliards de dollars à la valeur du marché africain du commerce électronique, selon le rapport. L'investissement d'IFC dans ANKA a été réalisé par le biais de sa nouvelle plateforme de capital-risque pour l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et le Pakistan, qui soutient les startups technologiques en démarrage dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du climat, de l'agriculture et d'autres secteurs.

## Afrique subsaharienne

## Le capital-investisseur Metier mobilise 182 millions \$ pour financer des entreprises

Dans le cadre de la première clôture de son troisième fonds, la société de private equity Metier obtient des engagements d'investisseurs internationaux et sud-africains pour financer des entreprises de taille moyenne, principalement en Afrique orientale et australe.

Le capital-investisseur sud-africain Metier a annoncé vendredi 22 septembre, le premier closing à 182 millions \$, de son troisième fonds d'investissement dénommé Metier Capital Growth Fund III. Ce véhicule réalisera 8 à 12 investissements en actions, dans des sociétés de taille moyenne à fort potentiel de croissance et évoluant dans des secteurs stratégiques. Le fonds interviendra uniquement en Afrique subsaharienne, et se déploiera dans des économies spécifiques via ses bureaux de représentation installés à Maurice, au Kenya et en Afrique du Sud. Dans le cadre de cette première clôture, Metier affirme avoir attiré des investisseurs internationaux et sud-africains. Bien que l'identité de ces investisseurs n'ait pas été dévoilée, l'on sait que la Société financière internationale (SFI) y figure pour avoir annoncé en juillet dernier, une prise de participation et un co-investissement d'un montant global de 40 millions \$ dans le fonds Metier Capital Growth Fund III. Selon Paul Botha, directeur général et co-fondateur de Metier, l'entrée de ces actionnaires dans le troisième fonds de Metier traduit leur



optimisme quant aux opportunités d'investissement sur le continent africain. Botha s'attend d'ailleurs à de nouveaux engagements devant permettre à Metier Capital Growth Fund III d'atteindre sa taille cible de 200 millions \$, lors de son closing final. Il faut préciser que ce troisième véhicule d'investissement de Metier succède à deux précédents fonds lancés par la firme de private equity. Tout d'abord, il y'a eu Metier Capital Growth Fund I, qui a été clôturé en fin 2007, avec un capital de 3,5 milliards de rands (environ 186 millions \$), et 8 investissements réalisés. Par la suite, le fonds Metier Capital Growth Fund II a réussi à obtenir plus de 2,9 milliards de rands, sur la période de 2015 et 2016. Les ressources mobilisées ont été investies dans 8 sociétés, dont

82 % en Afrique du Sud et 18 % en dehors de l'Afrique du Sud. A travers son troisième fonds qui vise à soutenir un plus grand nombre d'entreprises africaines, Metier espère accroître l'accès au capital-investissement pour les entreprises de taille moyenne dans la partie subsaharienne du continent. Dans cette région, les levées de fonds sont confrontées à un certain nombre de défis tels que la perception d'un risque élevé, le risque de change et l'incertitude économique. En juillet 2023, la SFI dans un article faisait savoir que les investissements sous forme de private equity en Afrique restent parmi les plus faibles des marchés émergents, et représentent seulement 4 % des volumes totaux.

Avec Agence Ecofin

## Assemblée générale de l'ONU

## L'UA annonce la mobilisation de 30 Md\$/an pour l'eau

À la 78e Assemblée générale des Nations unies (ONU) qui se referme le 26 septembre 2023 à New York aux États-Unis d'Amérique, plusieurs engagements ont été pris dont celui de mobiliser au moins 30 milliards de dollars par an d'ici à 2030 pour combler le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique, en vue de l'atteinte du sixième objectif de développement durable (ODD6). Les fonds seront réunis dans le cadre de la campagne « Mind the Gap - Invest in Water » lancée par la Commission de l'Union africaine (CUA).

Réunir au moins 30 milliards de dollars par an pour soutenir les projets d'approvisionnement en eau des États en Afrique. C'est à cette condition que le continent peut espérer atteindre le sixième objectif de développement durable (ODD6), qui vise l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement à l'horizon 2030. Macky Sall, le président de la République du Sénégal, et coprésident du panel de haut niveau sur les investissements dans le secteur de l'eau en Afrique a été formel pendant le lancement de la campagne « Mind the Gap - Invest in Water », à la 78e Assemblée générale des Nations unies (ONU) qui se referme le 26 septembre 2023 à New York

aux États-Unis d'Amérique. « Sur les 780 millions de personnes qui vivent sans eau dans le monde, 320 millions se trouvent en Afrique. Si ce chiffre cache des disparités selon les pays, il traduit un besoin urgent de mobiliser tous les moyens disponibles pour combler ce déficit hydrique qui a un impact négatif aussi bien sur la santé, l'éducation, l'électricité, que sur l'agriculture », a déclaré le chef d'État sénégalais à New York. La campagne, lancée le 19 septembre dernier par la Commission de l'Union africaine (CUA) en collaboration avec le Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau pour l'Afrique, mobilisera les fonds nécessaires auprès des leaders et partenaires de dé-

veloppement. Actuellement, le financement de l'eau destiné à l'Afrique oscille entre 10 et 19 milliards de dollars par an selon le président sénégalais Macky Sall, en deçà du montant nécessaire de 30 milliards de dollars par an. Une évaluation de la campagne « Mind the Gap - Invest in Water » se fera lors d'une Conférence internationale sur l'eau et l'assainissement qui sera organisée en 2026, avant le rendez-vous des ODD en 2030. « L'organisation de cette conférence a été décidée par une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU le 1er septembre dernier », rappelle le président sénégalais Macky Sall.

Avec Afrik21

mardi 26 septembre 2023

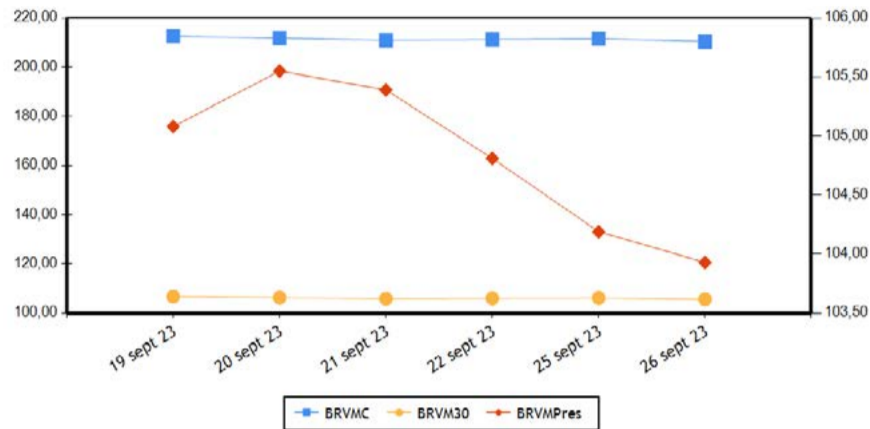
N° 183

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>210,39</b>
Variation Jour	-0,52 % ↓
Variation annuelle	3,53 % ↑

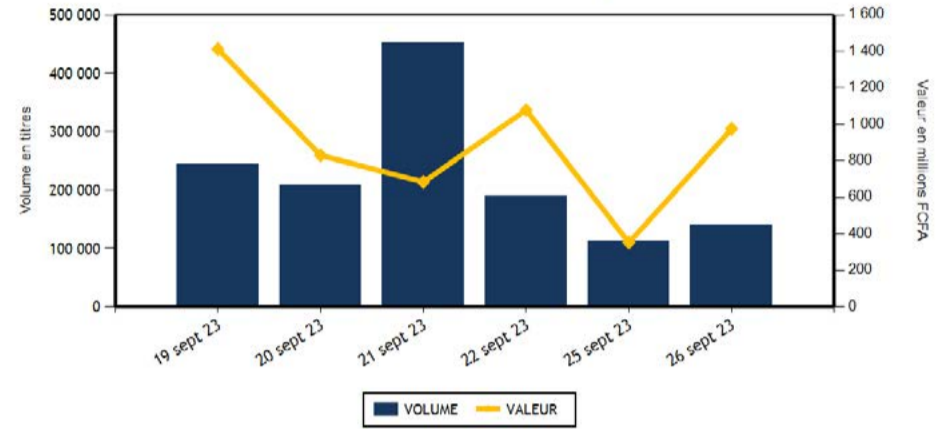
<b>BRVM 30</b>	<b>105,64</b>
Variation Jour	-0,53 % ↓
Variation annuelle	5,64 % ↑

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>103,93</b>
Variation Jour	-0,25 % ↓
Variation annuelle	3,93 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 826 938 196 008	-0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	77 113	-31,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	362 957 644	3,10 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	17	13,33 %
Nombre de titres inchangés	16	0,00 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	9 180	7,06 %	11,34 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 840	5,58 %	-27,64 %
SETAO CI (STAC)	1 145	5,05 %	20,53 %
SAPH CI (SPHC)	2 900	3,39 %	-41,94 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 880	2,09 %	-15,64 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,93	-0,25 %	3,93 %	38 306	234 672 359	6,46
BRVM-PRINCIPAL	36	102,24	-0,63 %	2,24 %	38 807	128 285 285	13,38

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,25	1,79 %	1,95 %	9 413	16 360 430	31,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	502,11	-1,13 %	2,64 %	22 575	201 645 860	8,67
BRVM - FINANCES	15	84,88	0,15 %	12,41 %	23 626	88 539 689	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	1,34 %	5,24 %	675	994 875	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	185,34	-3,69 %	-34,64 %	10 314	44 279 375	9,32
BRVM - DISTRIBUTION	7	357,22	-1,64 %	-0,37 %	10 364	10 974 095	12,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 412,79	5,05 %	20,53 %	146	163 320	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,28
Taux de rendement moyen du marché	8,05
Taux de rentabilité moyen du marché	8,80
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	485 244,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 066 839 386,71

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,51
Ratio moyen de satisfaction	6,67
Ratio moyen de tendance	265,21
Ratio moyen de couverture	37,71
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,83
Nombre de SGI participantes	28

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

## BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

## PAYS DE L'UEMOA



## Transport aérien

### Air France-KLM passe une commande géante de 50 Airbus A350

**Air France-KLM a tranché : selon nos informations, le groupe est sur le point de concrétiser une commande pour 50 appareils long-courriers auprès d'Airbus. Réuni ce lundi, un conseil d'administration doit apporter la validation. Le groupe français a ainsi choisi l'A350 plutôt que le 787 et le 777X de Boeing pour accélérer le renouvellement de sa flotte long-courrier. De quoi fêter en grandes pompes les 90 ans d'Air France le 7 octobre.**

Alors qu'Air France s'appête à souffler ses 90 bougies le 7 octobre, la compagnie française pourrait bien recevoir un sacré cadeau d'anniversaire. Selon nos informations, sa maison-mère, le groupe Air France-KLM est sur le point de passer une commande géante d'Airbus A350. L'annonce est imminente. Interrogé, Air France-KLM n'a pas encore confirmé le choix de l'avion ou les chiffres, mais cette commande porterait sur 50 appareils, selon différentes sources concordantes. Elle pourrait comprendre des A350-900 et des A350-1000.

#### L'A350 adoué par Ben Smith

Ces nouveaux appareils viendraient s'ajouter aux 41 exemplaires d'A350-900 déjà commandés (45 en comptabilisant les versions cargo A350F), dont 21 sont déjà en service chez Air France. Ces appareils sont pour l'instant configurés en deux versions, la première mise en service avec les premiers appareils réceptionnés à partir de 2019, dotée de 324 sièges, et la deuxième, déployée depuis juillet dernier, avec 292 places. En janvier dernier à l'occasion d'une commande de quatre A350F et de trois A350-900, Benjamin Smith, directeur général



d'Air France-KLM, déclarait : « Depuis son entrée en service dans la flotte d'Air France, l'Airbus A350-900 a démontré sa fiabilité, son efficacité, et surtout sa capacité à réduire de façon très significative les émissions de CO2 et de bruit. Nous poursuivons nos efforts de renouvellement de flotte aussi rapidement que possible afin d'offrir à nos clients la meilleure expérience possible et d'atteindre nos objectifs ambitieux en matière de décarbonation. »

#### Sortie en vue pour les 777-200 et les A330

Air France-KLM s'est notamment engagé à compter 64% d'avions de nouvelle génération dans sa flotte d'ici à 2028. Une partie du chemin a été fait avec les commandes moyen-courriers de soixante A220 et cent A320 NEO, mais le groupe devait accélérer sur le long-courrier. Il doit notamment remplacer ses 33 Boeing 777-

200 (18 chez Air France et 15 chez KLM), dont le retrait a déjà commencé. Il y a également le renouvellement de la flotte d'A330 de première génération dans les deux compagnies du groupe : 15 A330-200 chez Air France, 11 A330-200/300 chez KLM. Le remplacement des 59 Boeing 777-300ER, dont Air France était le client de lancement en 2004, devrait attendre encore un peu. Ainsi dans son rapport semestriel, Air France-KLM publiait en juillet dernier : « Sans remettre en cause l'objectif d'atteindre 64% d'avions nouvelle génération dans la flotte d'ici 2028, le groupe a décidé d'étendre la durée d'amortissement de sa flotte de Boeing B777-300 de 20 à 25 ans, générant une réduction de la charge d'amortissement de 41 millions d'euros sur la période close au 30 juin 2023. » Le dimensionnement de la flotte tient ainsi aux capacités financières du groupe.

Avec latribune.fr

## Tourisme

### Bruxelles interdit le rachat d'eTraveli par Booking

**La Commission européenne craignait une position dominante sur le marché des agences de voyages en ligne.**

Bruxelles a interdit lundi le rachat du groupe suédois eTraveli par l'américain Booking. Ce dernier avait annoncé son intention d'acheter eTraveli pour 1,63 milliard d'euros (1,8 milliard de dollars) en novembre 2021. La Commission européenne, qui veille au respect des règles de concurrence dans l'UE, avait ouvert une enquête sur cette acquisition en fin d'année dernière. Elle a jugé lundi que l'opération permettrait à Booking «de renforcer sa position dominante» sur le marché des recherches en ligne d'hôtels et autres hébergements touristiques. Le rachat d'eTraveli par Booking «entraînerait probablement des coûts plus élevés pour les hôtels



et, éventuellement, pour les consommateurs», a déclaré Didier Reynders, commissaire européen chargé par intérim de la Concurrence.

#### Un seul concurrent de taille

Booking a atteint une part de marché supérieure à 60% en Europe au cours des dix dernières années et n'a qu'un seul concurrent de taille qui est beaucoup plus petit et

principalement axé sur le marché américain, a souligné la Commission. L'UE craignait que l'accord ne permette à Booking d'utiliser eTraveli pour devenir la principale agence de voyages en ligne pour les vols, en plus des hôtels. «Booking n'a pas été en mesure de répondre à toutes nos préoccupations», a expliqué Didier Reynders. Les services de réservation d'hôtel en ligne représentent un marché d'environ 40 milliards d'euros par an et il s'agit du segment le plus important sur le créneau plus large des agences de voyages en ligne, qui totalise 100 milliards d'euros annuels, selon la Commission.

(AFP)

## L'éco en bref

### Malaisie : augmentation des exportations d'huile de palme vers la Chine

La Malaisie, l'un des premiers producteurs mondiaux, va augmenter ses exportations d'huile de palme vers la Chine, de 500'000 tonnes par an dans un contexte de restrictions imposées par l'Union européenne, a annoncé lundi un ministre malaisien. «Les importations chinoises d'huile de palme et de produits issus d'huile de palme depuis la Malaisie ont atteint 3,14 millions de tonnes en 2022», a indiqué Fadillah Yusof, ministre malaisien en charge des Plantations et des matières premières,

annonçant que ces importations vont augmenter «de 500'000 tonnes» d'ici la fin de l'année ou en début d'année prochaine. Cette augmentation, résultat d'un accord entre la société basée en Malaisie Sime Darby Oils International et le groupe chinois Guangxi Guangxi Beibu Gulf International Port, contribuera «de façon

certaine» à contrer les restrictions européennes, a-t-il ajouté. Le Parlement européen a adopté en avril une loi qui vise à interdire l'importation de plusieurs produits agricoles, lorsqu'ils contribuent à la déforestation et sont contraires aux objectifs de lutte contre le changement climatique.



## Recul de la Bourse de Paris

La Bourse de Paris recule nettement de 0,90% mardi matin, plombée par des taux obligataires élevés et un secteur du luxe inquiet concernant la crise immobilière en Chine. L'indice CAC 40 reculait de 66,89

points à 756,99 points vers 9h45, au plus bas depuis mars 2023, au moment où la crise bancaire avait semé la panique sur les marchés. Lundi, il avait perdu 0,83%, lesté par le secteur du luxe. Pour CMC Market, «le ralentissement de l'écono-

mie chinoise et la menace d'une crise immobilière, la hausse rapide et continue des rendements sur le marché obligataire américain» font partie des principaux facteurs ayant «une influence négative sur le marché des actions».

### Compte à rebours à Washington pour éviter la paralysie des services publics

Les États-Unis pourront-ils payer leurs fonctionnaires la semaine prochaine? La première économie du

monde fait de nouveau face à la menace d'une paralysie de son administration à cause d'un blocage politique, quatre mois après avoir frôlé

le défaut de paiement. Le budget 2024 doit être adopté par le Congrès avant le 1er octobre. Mais sans accord entre démocrates et républicains, l'administration fédérale devra cesser certains paiements. Et les premières victimes seraient les quelque deux millions de fonctionnaires fédéraux qui verraient leur salaire suspendu durant toute la durée du «shutdown».



### Ford suspend la construction d'une usine de batteries

Le constructeur automobile américain Ford a annoncé lundi la suspension des travaux de construction d'une usine de batteries dans le Michigan (nord des États-Unis), du fait d'interrogations sur la rentabilité du site une fois opérationnel. «Nous suspendons les travaux et limitons les dépenses liées au projet Marshall jusqu'à ce que nous soyons confiants en notre capacité à opérer l'usine de façon compétitive», a indiqué le groupe de Dearborn (Michigan) dans une déclaration transmise à l'AFP par un porte-parole. «Nous n'avons pas arrêté notre décision finale quant à cet investissement», a-t-on ajouté de même source.

### Les Bourses européennes clôturent en baisse

Les Bourses européennes ont clôturé en repli, lundi, réagissant négativement à la poussée des taux obligataires entraînés par la perspective d'une politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) américaine s'annonçant restrictive pour plus longtemps qu'espéré. Paris a terminé en baisse de 0,85%, Francfort de 0,98% et Londres

de 0,78%. Sur le marché obligataire, le rendement des dix ans s'est hissé jusqu'à 4,53%, son plus haut niveau depuis près de 16 ans



Sélection AFP & REUTERS



## Patrimoine mondial

## L'UNESCO inscrit 42 nouveaux sites dont 5 en Afrique

Le Comité du patrimoine mondial, dont la 45e session s'est achevée lundi à Riyad (Arabie saoudite), a inscrit cette année 42 nouveaux sites, dont cinq en Afrique, sur la Liste du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

À l'issue de ses quinze jours de travaux, le Comité a inscrit 33 nouveaux sites culturels et 9 nouveaux sites naturels. Ces sites bénéficient ainsi du plus haut niveau de protection patrimoniale au monde et pourront avoir accès à de nouvelles opportunités d'assistance technique et financière de l'UNESCO, a précisé l'UNESCO dans un communiqué de presse. Ces inscriptions portent à 1.199 le nombre total de sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, dans 168 pays. Le Comité du patrimoine mondial a par ailleurs approuvé l'extension de 5 sites et examiné l'état de conservation de 263 sites déjà inscrits.

### Une année déterminante pour le patrimoine africain

Avec 5 nouveaux sites inscrits cette année, l'Afrique a franchi le cap symbolique des 100 sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial. Le Rwanda a compté ses deux toutes

premières inscriptions : le « Parc national de Nyungwe », un site important pour la conservation des forêts pluviales d'Afrique centrale, et les Sites mémoriaux du génocide à « Nyamata, Murambi, Gisozi et Bisesero ». Les autres sites africains inscrits ou faisant l'objet d'une extension : le massif forestier d'Odzala-Kokoua (République du Congo), qui représente un excellent exemple, à une échelle exceptionnellement vaste, du processus de reconquête postglaciaire de la forêt sur les écosystèmes de savane, le paysage culturel du pays gedeo (Ethiopie), un bien qui s'étend le long de la marge orientale du sud de la vallée du Rift éthiopien, sur les contreforts escarpés des hauts plateaux éthiopiens, l'île de Djerba (Tunisie), témoignage d'un schéma de peuplement qui se développe autour du IXe siècle dans un environnement semi-aride et déficitaire en eau, le site des forêts sèches d'Andrefana (Madagascar), une extension en série du bien du patrimoine mon-



dial du Tsingy de Bemaraha, comprend cinq zones protégées. Les nouveaux éléments constitutifs couvrent presque toute la gamme des variations écologiques et évolutives des forêts occidentales de Madagascar, du nord au sud, le site de Koutammakou, le pays des Batammariba, est une extension du paysage de Koutammakou, dans le nord-est du Togo (inscrit en 2004), où vivent les Batammariba. L'extension du site se trouve dans le Bénin voisin et se caractérise par un aménagement du territoire original dû aux Batammariba. La 45e session du Comité du patrimoine a aussi été marquée par le retrait de la Liste du patrimoine mondial en péril des « Tombes

des rois du Buganda à Kasubi », à la suite d'un ambitieux projet de restauration mis en œuvre par l'Ouganda et les communautés locales avec le soutien de l'UNESCO. Pour continuer à accroître la place du patrimoine africain sur la Liste du patrimoine mondial, les États parties à la Convention ont adopté pendant cette session une stratégie dédiée à ce continent, élaborée par l'UNESCO. Elle va permettre de mieux appuyer les États africains dans la conduite de leurs projets locaux de conservation ainsi que dans l'élaboration de dossiers de candidatures pour le patrimoine mondial.

### La Maison Carrée de Nîmes

Parmi les autres nouveaux sites inscrits ailleurs dans le monde, il y a notamment : l'île d'Anticosti, la plus grande île du Québec (Canada), constitue l'enregistrement paléontologique le plus complet et le mieux préservé de la première extinction massive de vie animale, il y a 447-437 millions d'années, le site de Tr'ondëk-Klondike (Canada), situé dans la région subarctique du nord-ouest du Canada, le long du fleuve Yukon. Il se trouve sur le territoire de la Première nation Tr'ondëk Hwëch'in et comprend des ressources archéologiques et historiques qui reflètent l'adaptation des peuples autochtones à des changements sans précédent

qui furent causés par la ruée vers l'or du Klondike à la fin du 19e siècle, la Maison Carrée de Nîmes (France), un des premiers exemples de temple romain qui peut être associé au culte impérial dans les provinces de Rome, les sites funéraires et mémoriels de la Première Guerre mondiale (Front Ouest) situés entre le nord de la Belgique et l'est de la France ; les volcans et forêts de la Montagne Pelée et des pitons du nord de la Martinique (France).

### Une nouvelle reconnaissance des sites de mémoire

Au cours de cette session, trois sites de mémoire liés à des conflits récents ont rejoint la Liste du patrimoine mondial : « Musée et lieu de Mémoire de l'ESMA – Ancien centre clandestin de détention, de torture et d'extermination » (Argentine), « Sites mémoriaux du génocide : Nyamata, Murambi, Gisozi et Bisesero » (Rwanda), ainsi que

Avec news.un.org

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Planète d'énergie et d'action, Mars vous permettra de vous démenier pour améliorer votre équilibre budgétaire. Quelques-uns d'entre vous pourront obtenir une prime quelconque ; n'attendez pas pour la demander, ce sera le bon moment. Cela dit, attention, Mars a souvent pour effet de nous souffler des envies d'achat impulsives et parfois ruineuses. Contrôlez vos désirs !

**Taureau** Vous n'aurez pas froid aux yeux. Vous serez plutôt excité à l'idée de prendre des risques. Ce qui ne vous empêchera pas de garder la tête sur les épaules et de savoir réaliser de bonnes transactions financières et des placements sûrs. De plus, misez au Loto : la chance sera peut-être de votre côté cette fois-ci ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

**Gémeaux** Aujourd'hui, de bonnes opportunités de gains vont se présenter. Si vous avez des démarches à faire auprès de votre banque ou d'un organisme de crédit, la Lune en bel aspect vous facilitera les choses.

**Cancer** La journée sera dangereuse et pleine d'embûches sur le plan financier. Une imprudence, un défaut de jugement, pourraient entraîner de lourdes pertes. Portez à vos affaires l'attention la plus soutenue possible ; contrôlez la gestion de votre budget et la tenue de vos livres comptables avec la plus grande sévérité.

**Lion** Vous faites aujourd'hui partie des natifs qui auront le vent en poupe financièrement. Remerciez-en Mercure, la planète de la chance, qui formera des aspects très positifs. Ce sera le moment de prendre votre revanche sur les journées passées, durant lesquelles vous avez dû compter davantage sur vous-même que sur la Providence. Jouez donc à un jeu de hasard quelconque, mais n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Vierge** Attention à la planète Jupiter mal aspectée ! Il vous est formellement déconseillé de vous lancer dans des opérations spéculatives, quelle qu'en soit la nature, et à plus forte raison si elles vous amènent à risquer tout ou partie du patrimoine familial. La politique taoïste du non-agir sera idéale pour le moment !

**Balance** Le domaine financier ne devrait pas vous causer de souci, car aucune planète ne viendra l'influencer. Vous n'aurez pas à craindre de difficulté majeure ; mais, à l'inverse, ne vous attendez pas non plus au soutien de la chance pure. A condition de ne pas faire de folies, vous devriez sans trop de mal parvenir à équilibrer votre budget. Mais si vous envisagez de vous lancer dans un achat immobilier, il faudra sûrement songer à augmenter votre capacité d'épargne.

**Scorpion** Trois gentilles planètes vous aideront à rééquilibrer votre budget. Si vous prenez le temps de faire vos comptes et d'examiner de près vos postes de dépense, vous vous apercevrez que vous pouvez facilement en limiter certains et donc faire rapidement quelques économies.

**Sagittaire** Vous aurez la possibilité d'améliorer votre situation matérielle, à condition de garder les yeux et les oreilles grand ouverts : il y aura des occasions de placement très intéressantes à saisir au vol aujourd'hui.

**Capricorne** Saturne et Pluton seront toujours là, mais l'impact de leur configuration sera moins puissant. Vous devriez donc, si vous vous en donnez les moyens, pouvoir rééquilibrer votre budget. Ce sera le moment de prendre rendez-vous avec votre banquier, pour échelonner vos dettes, par exemple, ou, si vous avez quelques économies, pour les mettre sur un plan d'épargne, en évitant les placements trop risqués.

**Verseau** Des coups de chance en argent sont possibles. Mais attention : restez très prudent. La planète qui influence le domaine financier est Neptune. Or, cette planète a souvent une action ambiguë : elle peut porter chance mais peut également provoquer des illusions ou des événements embrouillés. Cette fois, Neptune sera positif et devrait en principe vous protéger. Mais en cas de rentrée d'argent imprévue, vérifiez tout de même bien ce qui se passe !

**Poisson** Certains problèmes financiers seront résolus grâce à des aides providentielles. Mais ce ne sera pas une raison pour vous montrer imprévoyant quand il s'agira de gérer votre budget, car de ce côté-là vous ne serez pas à l'abri de mauvaises surprises.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



DECISION N° AMF-UMOA / 2023 / 355 .

PORTANT RETRAIT DE L'AGREMENT ACCORDE AU FCP ACTIONS GARANTI  
ECOBANK EN QUALITE D'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF EN  
VALEURS MOBILIERES SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL DE L'UMOA

*L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine,*

- Vu* le Traité révisé de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) du 12 juillet 2019, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2022, modifiant la dénomination du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) en Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA) ;
- Vu* l'Annexe à la Convention du 03 juillet 1996 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu* le Règlement Général du 28 novembre 1997 relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du Marché Financier Régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n° CM/08/09/2021 du 23 septembre 2021 portant modification des articles 72, 82 et 83 du Règlement Général relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n° 004 du 29/04/2021/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA portant nomination du Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu* la Décision n° CREPMF/PCR/2018/01 du 13 juin 2018 portant modification de la décision R-77/P-CREPMF/39-2002 portant délégation de pouvoirs du Conseil Régional au Comité Exécutif et au Président du Conseil ;
- Vu* l'Instruction n°32/2005 du 14 septembre 2005, relative à la procédure de retrait d'agrément des intervenants commerciaux agréés par le Conseil Régional de l'Épargne publique et des Marchés Financiers de l'UMOA ;
- Vu* l'Instruction n°66/CREPMF/2021 du 16 décembre 2021 relative aux Organismes de Placement Collectif et à leurs Sociétés de Gestion sur le marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n°2015-062 du 12 novembre 2015 portant agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières sur le marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la demande de retrait d'agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK présentée par la SGO EDC ASSET MANAGEMENT, en date du 21 juillet 2023 ;
- Vu* les délibérations de l'AMF-UMOA lors de la 64<sup>ème</sup> session extraordinaire des Membres du Collège de l'AMF-UMOA, tenue le 13 septembre 2023, en mode hybride ;

DECIDE

Article 1<sup>er</sup>

L'agrément n° FCP/2015-03 du 12 novembre 2015, accordé au FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sur le marché financier régional de l'UMOA, est retiré au motif de la liquidation du FCP, en raison de l'arrivée à terme de sa garantie.

Article 2

Cette Décision, qui prend effet à compter de la date de sa signature, abroge la Décision n°2015-062 du 12 novembre 2015, portant agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

Article 3

La présente Décision fera l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Cote et partout où besoin sera.

Article 4

La présente Décision prend effet à compter de sa date de signature.

Fait à Abidjan, le 18 SEP. 2023

Pour l'Autorité des Marchés  
Financiers de l'UMOA,  
Le Président

*Badanam PATOK*  
Le Président  
01 BPM 1878  
ABIDJAN 01  
Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine

**Togo / Education**

**Des tablettes pour soutenir la digitalisation en milieu scolaire**

L'amphithéâtre du lycée scientifique de Lomé a servi de cadre, le vendredi 22 septembre 2023, à la cérémonie de remise symbolique de tablettes numériques aux acteurs de l'éducation.

Présidée par le Directeur de cabinet du ministère des enseignements primaire, secondaire et technique (MEPST), Dr Piyabalo NABEDE, au nom du ministre Dodzi Komla KOKOROKO, cette remise de tablettes s'inscrit dans le cadre des efforts continus du gouvernement pour améliorer la qualité de l'éducation au Togo. Il s'agit précisément d'un soutien de l'exécutif togolais au démarrage de la phase expérimentale du projet de digitalisation de l'apprentissage en milieu scolaire. Au total 723 tablettes sont mises à la disposition des Ecoles normales de formation des professeurs d'écoles (ENFPE), des directions régionales de l'éducation (DRE), des inspections et des établisse-



ments, grâce à l'appui financier de la Banque mondiale à travers le Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEED). Le lot de tablettes a été réceptionné des mains du Directeur de cabinet en présence des directeurs régionaux de l'éducation, des directeurs centraux et du Coordonnateur

du projet PAQEED. Dans son discours de circonstance, le directeur de cabinet a exprimé toute sa gratitude au gouvernement togolais et à la Banque mondiale pour leur sollicitude dans la numérisation et la digitalisation du secteur de l'éducation. Ce don de tablettes numériques contribuera à améliorer le suivi pédagogique et la formation des élèves-professeurs et à l'achèvement des réformes en cours, visant à doter le secteur éducatif du matériel numérique nécessaire à sa digitalisation. Les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction et gratitude au gouvernement togolais pour ce don et se sont engagés à faire bon usage de ces outils numériques.

Avec Cell. Com. MEPST



**CdM**

**Mandat d'arrêt pour l'attribution du Mondial au Qatar**

Presque un an après la victoire de l'Argentine contre la France à la Coupe du Monde au Qatar, l'enquête judiciaire se poursuit au sujet de l'attribution de ce Mondial, toujours plus soupçonnée de corruption.

Le journal Le Monde, confirmant une information de L'Equipe, a appris que les juges d'instruction Serge Tournaire et Virginie Tilmont avaient délivré un mandat d'arrêt en juin dernier contre l'homme d'affaires qatari Mohamed Ben Hammam (74 ans), ex-vice-président de la Fédération internationale de football (FIFA). Ancien patron de la Confédération asiatique de football, il est soupçonné de «faits de corruption privée en lien avec l'attribu-



tion de la Coupe du monde de football 2022». Le Parquet national financier soupçonne Mohamed Ben Hammam d'avoir acheté «un vote favorable aux concurrents du Qatar», le 2 décembre 2010, à savoir le Tahitien Reynald Temarii, président déchu de

la Confédération océanienne de football (OFC). Domicilié au Qatar et réduit au silence par la famille al-Thani, il a été convoqué pour être auditionné à plusieurs reprises sans jamais y répondre.

Avec footmercato.net

**Tournoi « coupe de la solidarité » à Ablogamé**

**Wembley FC de Wété komé vainqueur de la 1ère édition**

Wembley FC de Wété Komé a remporté le trophée de la première édition du tournoi dénommé « la coupe de la Solidarité » en disposant en finale de l'équipe de Sainte Trinité d'Ablogamé sur un score de 1-0, le dimanche 24 septembre sur le terrain dénommé Rabbat à Ablogamé dans la commune Golfe 1.

Cette finale jouée en 35 mn x 2 a été âprement disputée entre les deux équipes. Dès l'entame, les joueurs de Ste Trinité plus entreprenants ont très tôt mis la pression sur leurs adversaires, portant ainsi régulièrement le danger dans le camp de Wembley FC. Toutes les tentatives de Ste Trinité, notamment aux 10e, 17e et 24e mn sont restées infructueuses. Contre le cours du jeu, les joueurs de Wembley FC ouvrent le score à la 27ème mn, une œuvre du joueur dénommé « La ligua Habib » sur une contre-attaque. Ce but n'a guère entaché la détermination des joueurs de Ste Trinité qui maintiennent la pression sur leurs adversaires. Malgré cet engouement des joueurs de Ste Trinité, le marquoir est resté à l'avantage des joueurs de Wembley FC jusqu'à la pause. De retour des vestiaires, les joueurs de Ste Trinité détiennent toujours le monopole du jeu. Voulant à tout prix égaliser et si possible prendre l'avantage de but, ils mettent la pression sur le camp adverse en menaçant très souvent le goal de Wembley FC. Les joueurs de Wembley FC présents dans tous les compartiments de jeu repoussent



à chaque fois les tentatives. Malgré les efforts de Ste Trinité, le score est resté inchangé jusqu'au coup du sifflet final de l'arbitre central Nono Agüero. L'équipe victorieuse est repartie avec une coupe et une enveloppe de 40.000 F CFA, tandis que l'équipe finaliste a reçu une enveloppe de 25.000F CFA. Le meilleur buteur du tournoi, Nestor Adeti, (4 réalisations) a eu droit à un trophée. Les seize équipes qui ont pris part au tournoi repartis en quatre poules de quatre ont bénéficié chacun d'une attestation de participation. Ce tournoi démarré le 30 juillet dernier, est une initiative de l'agence « Echos d'Ablogamé ». Il vise fondamentalement à renforcer les liens de fraternité et de communion entre les fils et filles de ce quartier. « Cette compétition a été une satisfaction, si bien même, au début, il y avait une vive tension. Avec les réunions entre les acteurs, le tournoi a

connu son déroulement normal et aujourd'hui, nous sortons heureux. C'est une réussite parfaite où on a joué 30 matches avec 29 buts enregistrés », s'est réjoui le promoteur de cette coupe, Hyacinthe Kondo. Pour asseoir le développement, a dit le promoteur, « il faut que les fils et filles de la communauté soit souder et ce tournoi de football est un canal fédérateur pour arriver à cet objectif de créer une véritable communauté ». En perspective, M. Kondo rassure de la seconde édition les vacances prochaines, ainsi que d'autres compétitions pour mobiliser les populations autour des questions de développement local. Cette finale a été jouée en présence du chef du quartier Bè-Ablogamé, Togbui Mizobewu Wogomebu IV, des représentants du Comité de développement de quartier (CDQ) et plusieurs invités.

Avec ATOP/AJA/AR

**Opportunités !!!**

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**

**Le Togo en chiffres**

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
non pulvérisés dits clinkers, même colorés			
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



# CONSOLIDER LA CROISSANCE DES PME

**350**  
DIRIGEANTS  
D'ENTREPRISE DE PLUS  
DE 25 PAYS D'AFRIQUE

**100**  
INSTITUTIONS FINANCIERES  
DECIDEURS DE HAUT NIVEAU,  
PUBLICS ET PRIVES

**50**  
EXPERTS EN  
DEVELOPPEMENT  
D'ENTREPRISES



**5 & 6 Oct. 2023 | Hôtel 2 Février**



+228 22 20 21 04 | 92 89 70 70  
[info@africa-smechampions.com](mailto:info@africa-smechampions.com)  
[www.africa-smechampions.com](http://www.africa-smechampions.com)